

Améliorations apportées par J. P. Caron en vue d'une publication dans "Les nouvelles de la société anthroposophique en France"

APPEL avenir social..maintenant

Est-ce que, pour nos petits-enfants, nous créons un monde où la vie vaut la peine d'être vécue ? A cette question nous ne pouvons répondre par l'affirmative pour le moment. Car certes, la situation est analysée, et les objectifs à atteindre décrits dans des accords internationaux - mais la politique et la société ne progressent qu'à peine vers ces buts. Au contraire, les crises sociales, économiques, écologiques, culturelles et politiques s'accroissent. Quels choix d'orientations sont nécessaires sur tous ces niveaux pour que la transformation vers une société durable puisse intervenir ? C'est à cette fin que les organisations signataires, les entreprises et les représentants de la société civile, veulent contribuer en lançant un tel appel, assorti de propositions de solutions.

Pourquoi garder espoir ?

Pour mettre fin à la pauvreté, protéger la planète et assurer la prospérité de tous, les Nations-Unies ont, en 2015, fixé 17 objectifs qui devraient être atteints d'ici 2030. En 2015 également, les 195 États signataires de la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques, ont adopté l'Accord de Paris sur le climat, qui demande un passage complet aux énergies renouvelables d'ici 2050. L'ONU, la Banque Mondiale et l'OCDE considèrent le passage à une économie de marché verte, inclusive et éco-sociale, comme indispensable.

Par conséquent, Ce qu'il faut faire, la communauté internationale l'a clairement devant les yeux. Pendant que les gouvernements prennent timidement quelques mesures pour atteindre ces objectifs – et alors que les États-Unis se retirent complètement de ce dernier accord – des individus prennent des initiatives dans le monde entier, créant, pour notre futur, des projets modèles très nombreux et des plus diversifiés.

Les signataires de cet appel livrent aussi ici, des exemples en la matière. Les jardins d'enfants et les écoles libres soutiennent chaque enfant dans le développement de ses capacités et ses domaines d'intérêts, et dans l'épanouissement de sa personnalité. C'est ainsi qu'ils conduisent également jusqu'à la fin de leur scolarité (baccalauréat) des élèves qui sinon sortiraient du système scolaire public. Les agriculteurs biologiques, les transformateurs, les commerçants et les consommateurs constituent une norme de référence pour une économie agricole et une alimentation durables. Pour les entreprises il s'agit de donner un sens à la satisfaction des besoins « durables » des clients - les bénéfices ne constituent pas alors l'objectif, mais la condition, pour pouvoir gérer ces évolutions en conséquence. Les maisons multi-générationnelles et les lieux de vie inclusifs pour les personnes dépendantes, ou non, créent des conditions de vie et des possibilités de travail, égales pour tous les membres de la société. Ces lieux de vie créent souvent, avec leur pourcentage élevé d'achats locaux, avec leurs initiatives culturelles et leurs contributions économiques régionales - tout comme de par l'utilisation, autant que possible, d'énergies renouvelables - des modèles d'organisation durable de nos conditions de vie. Dans les professions de santé, l'être humain est considéré dans son entièreté, en tant qu'être psycho-spirituel, et on ne centre pas seulement les thérapies, sur les fonctions biochimiques. Les êtres actifs dans ces domaines cherchent, avec les patients, de nouvelles formes sociales pour le soutien et la protection. Et l'art devient une force de construction génératrice de culture, pour l'avenir de l'évolution humaine, plutôt que de rester une fonction « accessoire et divertissante ».

Liberté, égalité, fraternité

Le succès social, économique, écologique et culturel de ces initiatives repose sur le fait qu'elles sont basées sur des valeurs humaines et considèrent les individus comme des acteurs responsables d'eux-mêmes et de leurs semblables. Chaque homme veut développer **librement** ses dispositions et sa personnalité et s'engager avec d'autres vers un but porteur de sens. Chaque être humain veut pouvoir co-déterminer le futur, à **l'égal de l'autre**, et être traité comme tel à tous les niveaux de la société. L'égoïsme est un instinct, mais la participation à l'ensemble est un besoin général qui exige la **fraternité** dans la vie de l'économie. Les initiatives citées ci-dessus montrent comment, partout dans le monde on peut réussir à vivre de manière pleinement responsable vis-à-vis de soi-même, de ses semblables et de l'environnement. Ce sont des points de départ pour le renouveau de l'économie et de la société.

Les orientations politiques nécessaires,... maintenant!

Pour avancer en tant que société et communauté mondiale, il est nécessaire maintenant de créer les conditions, le cadre, pour l'activité l'économie (et nous comptons évidemment avec, la partie sociale et culturelle) - conditions qui nous incitent à nous transformer rapidement et sans distorsions, avec détermination et rapidité, en une société durable. Avec la formation de regroupements économiques participatifs et solidaires, une nouvelle capacité d'action et une nouvelle maîtrise pourront être acquises.

Un impôt sur le capital et sur la consommation de ressources ; un allègement de celui sur les revenus du travail ¹

L'amélioration de la productivité, la digitalisation et l'intelligence artificielle, vont permettre de remplacer une partie du travail humain. La part des salaires diminue et une part croissante de la création de valeur migre du travail vers le capital. En même temps, l'État tire 63% de ses revenus de l'imposition du travail, alors que seulement 13% provient de celle du capital, et même de seulement 4% de taxes sur la pollution environnementale. Ces rapports devraient être inverses : les charges pesant sur travail doivent être significativement allégées, et le capital (les bénéficiaires du capital) - tout comme la pollution environnementale - doivent être imposés plus fortement.

Un revenu de base inconditionnel - Un développement de la sécurité sociale ²

Pour chaque être humain, la nourriture, l'habillement et le logement sont un droit fondamental, et c'est la tâche de l'Etat d'assurer la satisfaction de ces besoins fondamentaux. Le moyen le plus simple d'y parvenir est un revenu de base inconditionnel versé à tous les citoyen(e)s en tant que garantie économique de base. Il peut être financé par les ressources liées à la réduction des prestations sociales et par les recettes provenant des impôts sur le capital. Le revenu de base inconditionnel permet d'éviter la stigmatisation des chômeurs et de ceux qui reçoivent l'aide sociale. Il préserve la dignité humaine. L'autonomie de l'individu en sera renforcée, la recherche d'un travail porteur de sens en sera encouragée, enfin de nouvelles activités professionnelles seront rendues possibles. Et l'Etat-social (« Etat providence ») sera ainsi déchargé d'une immense bureaucratie.

Des réductions conséquentes en matière de pesticides, engrais, et importations de protéines pour l'alimentation animale ²

Nos espaces naturels sont en permanence façonnés par l'utilisation agricole et forestière. L'agriculture conventionnelle intensive entraîne un appauvrissement massif de la biodiversité - les espèces animales et végétales sont en train de mourir sous nos yeux. La pollution des eaux souterraines causée par des apports excessifs de nutriments entraîne de grands dégâts

¹ Ces revendications sont basées sur un document émis par la banque allemande GLS, présenté et soutenu par une résolution votée en assemblée générale en juin 2017.

dans de nombreuses régions. Les sols perdent de leur fertilité. Un sol fertile est pourtant le fondement de toute vie. Dans l'intérêt des générations futures, nous devons préserver la qualité de l'eau et des sols. Les pollutions des sols et des eaux souterraines, causées par les produits chimiques et l'élevage de masse doivent faire l'objet d'une taxation claire, à payer par les responsables. Nous avons donc besoin de taxes conséquentes sur l'utilisation des pesticides, des engrais azotés et des protéines d'importation pour l'alimentation animale. Le montant de la taxe doit correspondre aux coûts prévus pour l'épuration et la remise en état. Quiconque pollue l'eau et le sol doit en assumer les conséquences.

Un libre choix éducatif et un financement équitable de tous les établissements d'enseignement, par le biais de chèques-éducation

La petite enfance et la scolarisation sont d'une importance capitale pour la biographie d'une personne et pour le développement de la société dans son ensemble. L'État doit veiller à ce qu'enfants et adolescents puissent développer leurs propres capacités, et aptitudes à la liberté, et exercer leur droit à l'éducation. Cela inclut, indépendamment de tout niveau de revenu, la liberté de choisir un établissement d'enseignement. Ce n'est pas le fait d'être « parrainé » (par l'État ou des sources indépendantes) qui doit peser dans le montant du financement de l'État, mais le nombre réel de jeunes qui sont inscrits dans l'institution - et ceci peut être obtenu grâce au chèque-éducation (ndt : le chèque est utilisé pour choisir/payer ce qu'on estime être le meilleur établissement).

Pour avoir une bonne dynamique de développement, chaque établissement d'enseignement a besoin de la plus grande liberté de programmes et de méthodologie, et d'une autonomie en matière de personnel et de budget. La tâche de l'État comprend la surveillance légale et la garantie d'une libre accessibilité pour tous.

L'inclusion n'est pas un modèle pour l'économie, mais un projet de société. Nous avons donc besoin de ressources supplémentaires pour la formation du personnel pédagogique, les mesures de soutien scolaire ou psychothérapeutique et les investissements en équipements.

L'éducation est un art, et l'enseignement ne consiste pas seulement à inculquer des connaissances spécialisées, - cela va bien au-delà. Les enseignants doivent apprendre, durant leur formation, à connaître et développer leur potentiel créatif. En plus de leur matière de spécialisation, ils doivent aussi tous développer leur personnalité ainsi que leurs capacités d'empathie et de diagnostic.

Des citoyen(e)s et des patient(e)s co-acteurs du système de santé

La santé naît des conditions de vie (environnement, monde du travail, culture / éducation). Les prestations du système de santé ne sont qu'un des facteurs concourant au développement sanitaire de l'ensemble de la population. Le système actuel est unilatéralement orienté vers la maladie, entraînant souvent de fausses incitations et se révèle trop peu lié aux conditions de vie des patient(e)s ou des citoyen(e)s.

Citoyen(e)s et patient(e)s devraient pouvoir décider librement, selon leurs préférences, de la nature et de l'étendue de leur traitement. Cela inclut également les médecines complémentaires. La conception d'un futur système de soins doit être centrée sur les conditions de vie et les préférences respectives de chacun. Nous appelons donc à un système de santé démocratique qui intègre le citoyen et le patient en tant que « co-acteur » et qui l'implique systématiquement dans les processus de développement et de prise de décision touchant le système de soins.

Par conséquent, nous avons besoin, au lieu d'une organisation « en silos » peu démocratique (caisses d'assurance maladie / médecins / hôpitaux), d'un système de soins régionalisé où les municipalités, les fournisseurs de prestation et les caisses-maladie, ainsi que les citoyens, se mettent d'accord sur la conception des soins. L'indemnisation doit être basée sur le maintien d'un bon état sanitaire et sur les prestations de santé au niveau régional.

De surcroît, le système de solidarité doit être développé davantage. Les gens doivent garder la possibilité de gérer eux-mêmes une partie de leurs cotisations d'assurance, éventuellement aussi en coopération avec d'autres assurés.

Les organisations existantes en matière de solidarité (les mutuelles) doivent être juridiquement sécurisées et développées.

La construction d'une économie « associative » globale pour des échanges de prestations équitables et la promotion d'une vie inclusive digne de sens.

La possibilité d'une participation sociale autonome - comme l'a demandé, entre autres, la convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées - ne peut réussir que si l'accent mis dans l'économie sur l'augmentation de la productivité matérielle et sur les gains financiers disparaît, et s'il laisse place aux efforts pour une vie heureuse et digne de sens. On redonne alors à l'économie sa véritable fonction : être au service de l'être humain. À côté du Produit National Brut, le Bonheur national brut devrait être caractérisé, et devenir le but de tout effort sociétal. Un pas dans cette direction a été franchi avec les résultats de la commission d'étude de 2013, instaurée par le Bundestag allemand sur « la croissance, la prospérité, la qualité de vie », dont on devrait se saisir, pour les mettre en œuvre et les développer plus avant.

Afin d'harmoniser les intérêts de chaque individu, dans le cadre de ses possibilités financières, avec les exigences écologiques et sociales, il est nécessaire de créer de nouvelles formes d'organisation économique. À titre d'exemple citons ce qui a été réalisé dans l'agriculture sociale et solidaire, où consommateurs et producteurs se rassemblent « associativement » (*principe d'associativité*) pour définir des objectifs communs, sociaux et environnementaux, et se coordonner en permanence avec d'autres parties prenantes. C'est la seule façon d'échapper aux contraintes de la croissance et aux effets de rebond environnementaux, et de créer un système d'échanges de prestations global équitable mettant à disposition, en permanence, des ressources durables pour la réalisation d'une société inclusive.

Les soussignés lancent cet appel non seulement pour donner des propositions concrètes de solutions, mais également, et c'est ce qu'ils aimeraient, pour donner une impulsion incitant chaque individu à s'engager pour un monde valant la peine d'être vécu.

Signataires de l'appel originel:

Société Anthroposophique en Allemagne, Fédération des organisations de sociothérapie, Association Anthropoï (sociothérapie), Association internationale des jardins d'enfants Waldorf, Bund (Fédération) des écoles Waldorf, Association médicale anthroposophique, Association Demeter, Université libre de Science spirituelle (- Section pour les sciences sociales manquant, ajout FG), Association Santé Active, Association des patients (médecine anthroposophique), Banque GLS, fiduciaire GLS (*ndt : ancienne GTS - pour le don*), Mutuelle de Hanovre, Ateliers Nicodème, Revue Info3, Association « Anthroposophie et dialogue »

Vous pouvez signer l'appel personnellement sur <https://weact.campact.de/petitions/soziale-zukunft-jetzt-aufruf-zur-transformation-von-wirtschaft-und-gesellschaft>
Organisations et entreprises peuvent le signer sur www.sozialezukunft.de